

Postface à Fernand Rude, *Les révoltes des canuts 1831-1834*, [1982],
nouvelle édition poche, La Découverte, 2007.

« L'historien s'engage comme le partisan » Fernand Rude et les révoltes des canuts

Si les canuts de Lyon furent des initiateurs, c'est qu'ils portaient en eux-mêmes une immense richesse, tout un monde de déceptions amères, de généreuses aspirations, d'espérances en un avenir meilleur, où des utopies saint-simoniennes se mêlaient aux réflexions précises suggérées par l'expérience de la réalité, de la vie quotidienne [Fernand Rude, [1944], 1969, p. 738]

Publié initialement en 1982, l'ouvrage que l'on vient de lire fut le dernier que consacra Fernand Rude (1910-1990) à l'histoire du mouvement social lyonnais. *Les révoltes des canuts 1831-1834* venait clore un cycle de publications inauguré par l'auteur cinquante ans plus tôt, dans le contexte de la grande crise des années 1930, et alors que l'on célébrait le centenaire de l'insurrection de Novembre 1831 ; mais cet ouvrage, et plus généralement les textes qu'il avait consacré aux canuts, ont constitué la base d'une historiographie moderne sur le sujet qui allait emprunter nombre des pistes ouvertes par les enquêtes initiales de Rude.

Fernand Rude et l'histoire des insurrections de Lyon

A plusieurs reprises lors de commentaires historiques, signalant enfin sa position, Fernand Rude mobilise Pierre-Joseph.

Proudhon qui, dans *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, écrivait : « l'homme ne veut plus qu'on l'organise, qu'on le mécanise. Sa tendance est à la désorganisation, à la *défatalisation*, si j'ose dire, partout où il sent le poids d'un fatalisme ou d'un machinisme »ⁱ. C'est le potentiel de *révolte* de l'homme - l'influence de Bakounine puis probablement de Camus est bien présente - qui intéresse toujours Rude, historien du mouvement social lyonnais dès les années 1930 et 1940, mais aussi, alors, militant communiste, jeune voyageur en URSS au temps des premiers procès staliniens, syndicaliste et enfin résistant dans le Vercors. Cramponné dès lors au socialisme libertaire, dont il remonte à plusieurs reprises les sources russes et françaises, sa curiosité lui fait toujours s'attacher aux avancées marginales de l'émancipation (liberté) plutôt qu'à celles de l'organisation (autorité). De là, échelonnées entre 1930 et 1980, il va proposer des études historiques solides, mais construites comme des récits et focalisées sur des événements, attentives enfin à reconstituer des biographies, parfois obscures.

Trois étapes chacune résumées par un titre majeur méritent d'être distinguées.

[1931]. *L'Insurrection ouvrière de Lyon de 1831*

Dans une France déjà travaillée par la Grande Crise et alors que s'affirme une nouvelle génération intellectuelle et politique « non-conformiste », le centenaire de l'insurrection de Novembre focalise les conflits d'interprétation. Avec Justin Godart, auteur au tournant 1900 de plusieurs classiques sur l'histoire de la Fabriqueⁱⁱ, puis ténor politique lyonnais du Radical-Socialisme, l'insurrection demeure un accident, une simple « émeute » ayant retardée *l'évolution* vers des formes déterminées de l'émancipation, « la mutualité, le syndicalisme, la coopération ». Cependant, en 1931, une toute autre historiographie sur les canuts et leurs révoltes faisait désormais concurrence à l'interprétation d'un Godart ou d'un Albert Thomas et semblait s'imposer, une historiographie que récitaient par exemple Jacques Perdu dans *La Révolution Prolétarienne* ou Jean Bruhat dans les *Cahiers du bolchévisme*. Une perspective téléologique succédait à la précédente et Bruhat pouvait écrire, par exemple, à propos du canut et de ses

vellités révolutionnaires, « Le prolétariat n'a point la maturité révolutionnaire que lui imposera la concentration capitaliste. Les canuts sont dispersés dans de petits ateliers. Leurs conceptions sont proches de celles qui naissent de l'artisanat. Mais ils ne sont pas tombés en vain ; ils ont, sans le savoir peut-être, travaillés, par leurs erreurs mêmes, à l'émancipation complète de leur classe »ⁱⁱⁱ.

L'auteur le plus prolifique sur la question sera toutefois le jeune Fernand Rude qui signait alors Pierre Froment. En novembre 1931, il écrit sur les canuts et leurs révoltes dans *L'Humanité* et dans *Travail* et il publie, au Bureau d'Édition, dans la collection « Histoire du mouvement ouvrier », une monographie d'une centaine de pages, rapidement traduite, publiée et préfacée en russe par Alexandre Molok, *L'Insurrection ouvrière à Lyon de 1831*.

Fils d'enseignant, natif de la Bresse, Fernand Rude a suivi des études d'histoire à la faculté des Lettres de Lyon^{iv}. En 1931, militant communiste, il a adhéré au Secours Rouge et c'est l'un des proches de Jean Doron. Au printemps il a participé aux grèves et manifestations des trois mille couverturiers de Cours, Thizy et Pont Trambouze. L'interprétation qu'il propose dans la monographie de 1931 est sans surprise et surtout assez orthodoxe en dépit, déjà, de nuances anarcho-syndicalistes que lui reprochera d'ailleurs A. Molok dans la présentation de l'édition russe. La révolte des canuts inaugure, selon Rude, un siècle de luttes sans concessions possibles entre le capital et le travail et expérimente plusieurs formules d'avenir, ouvrant ainsi « la voie à la révolution prolétarienne »^v : le mutuellisme est dès lors « un véritable syndicat d'esprit moderne »^{vi}, le gouvernement provisoire instauré par les canuts le 22 novembre 1831 constitue le premier essai de « dictature du prolétariat »^{vii}. Le caractère prématuré du mouvement, l'absence d'un véritable parti, la naïveté des canuts, le fait que le chef d'atelier n'ait pas été un « vrai prolétaire »^{viii}, expliquent l'échec final de l'insurrection. Aucun monument n'a été dressé à la mémoire des canuts, mais, conclut Rude, « [...] le plus beau, le seul digne de vous, les travailleurs de l'Union Soviétique sont en train de vous l'élever en bâtissant la société socialiste, la société sans classe et sans exploitation de l'homme par l'homme, vers laquelle se dirigeaient vos confuses explorations »^{ix}. Dans cette perspective toute déviation par rapport à cette ligne est impitoyablement dénoncée, des historiens « révisionnistes » comme E. Fournière ou E. Tarlé au « républicains

bourgeois « politiques » » et autres partisans de « la république démocratique ».

[1944]. *L'Insurrection lyonnaise de novembre 1831. Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827-1832.*

Il est cependant du plus haut intérêt de noter que la position de Rude va rapidement évoluer. En 1933, puis en 1934-1935, il séjourne à Moscou où il se marie et il va travailler avec des historiens qui peu de temps après vont être victimes des purges staliniennes au moment du 1^{er} procès de Moscou. A son retour en France fin 1936, il va enseigner l'histoire à Besançon puis à Grenoble, il s'éloigne du Parti Communiste, rejoint l'aile gauche du Parti Socialiste et milite à la CGT. Il publie alors plusieurs textes importants : en 1938, « L'insurrection ouvrière de Lyon en 1831 et le rôle de Pierre Charnier », dans *La Révolution de 1848* ; en 1940, « La première expédition de Savoie », dans la *Revue Historique* ; en 1944 surtout, alors que dans la durée de la guerre il a rejoint la résistance et a participé au mouvement du Vercors, écrivant dans *L'Insurgé* ou dans la *France intérieure*, il soutient à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes son Doctorat sur *Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832*^x.

Ce dernier travail, monumental, porte la trace des orientations désormais plus ouvertement libertaires de Rude, orientations qui signalaient, comme le notaient alors très justement dans leur présentation de l'ouvrage Ernest Labrousse et Georges Bourgin, « l'expérience d'un homme qui, de ses yeux, a vu de près se dérouler les phases et se manifester les mentalités d'un mouvement révolutionnaire contemporain ».

Contre une interprétation orthodoxe mécaniquement inspirée du matérialisme historique et qui lisait dans Novembre 1831 le réflexe inaugural, prometteur mais maladroit, d'une première esquisse du prolétariat moderne, Rude présentait plusieurs rappels : cette insurrection, loin d'être spontanée et a-politique, avait été longuement mûrie. Ce processus avait révélé des *individus* à tort qualifiés par la suite « d'aventuriers sans valeur » attiré par l'opportunité d'un « coup d'audace fortuit ». Leur politisation était indiscutable et ce sont ces individualités conscientes, actives, engagées qui produisirent l'insurrection. En 1944, s'il évoquera aussi longuement le rôle du Mutuellisme, Rude insiste centralement sur la

responsabilité de la légion des Volontaires du Rhône : « Si les Mutuellistes se bornèrent à prendre l'initiative du mouvement de revendication pour le tarif et à constituer une « Association générale et mutuelle des chefs d'ateliers », les Volontaires du Rhône essayèrent aussi de donner à ce mouvement une autre orientation », une orientation nettement politique, consciente de l'opportunité unique de risquer à cet instant un gouvernement d'un type nouveau, un gouvernement de l'industrie et du travail^{xi}.

Dans le récit que propose Rude ce sont des acteurs singuliers, improbables, tel Pierre Charnier, chef d'atelier, royaliste puis fondateur irascible et inconstant du premier « Devoir Mutuel » (1827), mais aussi prud'homme, et encore à l'écoute, critique, des premières panacées saint-simoniennes, républicaines, fouriéristes qui travaillent l'histoire. De même, côté républicain, c'est la personnalité du jeune avocat Michel-Ange Périer qui s'impose lorsque les troubles croissent et que des décisions doivent être prises, mais dont au final la blessure lors de l'insurrection va décapiter tout le mouvement politique, le privant d'un « chef d'envergure, un plan suffisamment concerté, une doctrine ». Mais c'est bien l'action politique et républicaine - une république sociale - qui domine la scène ; Rude dit bien que « des épisodes comme la formation de l'association *politique* des Volontaires du Rhône et la lutte *économique* pour le tarif sont liées », mais c'est pour ajouter, « ce furent les Volontaires du Rhône qui menèrent les ouvriers au combat les 21-22 novembre et qui, le lendemain, prirent le pouvoir. *Le gouvernement insurrectionnel qui s'installa à l'Hôtel de Ville le 23 novembre était le gouvernement des Volontaires du Rhône* »^{xii}.

Toutefois, Labrousse et Bourgin n'ont pas tort non plus ici de souligner l'équilibre de ce récit et le souci que manifeste Rude de tenir compte de tous les acteurs. Car à l'attention accordée à « ces sortes de puissance trop peu appréciées, et qui pourtant remuent si terriblement les masses populaires »^{xiii} fait en partie contrepoids, ou du moins vient compléter, chez Rude, une réflexion renouvelée sur les canuts eux-mêmes et sur leur présence dans l'insurrection. Novembre 1831, qui ne marque pas une année de crise économique aiguë, n'était pas une « émeute de la faim ». Surtout, les canuts ne composaient pas, n'en déplaise à Lamartine, cette « tribu de parias européens », misérables et débiles, « race de *crétins* », avait aussi écrit en 1835 l'économiste libéral Léon Faucher. Une véritable capacité

existait dès 1831. Rude décrit très précisément cette capacité qu'allait mobiliser l'événement de Novembre : « Les canuts étaient des travailleurs très capables. Physiquement, ils n'étaient pas les êtres sous-alimentés, chétifs et malpropres qu'on a parfois dépeints. D'autre part, une véritable élite intellectuelle s'était formée parmi eux dont les représentants se distinguaient par leur culture, par la vigueur, l'élévation de leur esprit, par leur goût artistique, par la haute idée qu'ils se faisaient de la dignité personnelle, par leur sens des justes revendications sociales, par leur conception de l'honneur ouvrier. Un magnifique passé de travail, la pratique séculaire d'un métier qui est presque un art avait progressivement affiné la population lyonnaise. A certaines époques de prospérité, sous l'Empire et la Restauration, quand les métiers battaient de façon intense, elle connut un relatif bien-être qui favorisa le développement de ses possibilités d'action, l'éveil de la réflexion, l'épanouissement de la conscience ouvrière. Lyon devint un ardent « foyer de lumière » pour les travailleurs qui commençaient à s'occuper de l'amélioration de leur sort, qui inauguraient leur admirable effort de libération. Le sentiment de solidarité qui les animait se traduisit par la fondation de nombreuses sociétés de Secours Mutuels dont certaines, comme celles des chapeliers, n'étaient autres que des instruments de lutte contre les patrons, des associations de résistance, en somme des syndicats déguisés. Les chefs d'atelier en soierie, las de subir passivement l'injustice et l'injure, suivirent cet exemple et créèrent une société toute « philanthropique », le Mutuellisme »^{xiv}. Cette capacité ne pouvait que s'adapter et évoluer au lendemain des Trois Glorieuses, révolution des libertés. C'est alors de nouvelles régulations, en accord avec l'espoir d'extensions au domaine économique et social de l'idée de citoyenneté, qui sont imaginées et projetées par les canuts ; des régulations qui, partout, réclament ce qu'en termes modernes, explique Rude, on appellerait « une convention ou un contrat collectif » : « pour mettre un frein à l'exploitation dont ils étaient victimes et pour assurer la prospérité de l'industrie elle-même, les canuts voulaient que des relations conciliatrices s'établissent entre le Capital et le Travail, dans le respect de la dignité de celui-ci. Ils estimaient indispensables que ces relations, quels que fussent les heurts, les batailles, les conflits d'intérêts de classe à classe, eussent pour base l'honnêteté réciproque, les fidélités des deux parties aux

engagements solennels pris d'un côté comme de l'autre, d'un commun accord »^{xv}.

Novembre 1831 n'est alors ni une « émeute », dernière manifestation des révoltes spontanées d'Ancien Régime si peu en phase avec une irrésistible idéologie du progrès rayée alors par Charles Fourier pour sa vision d'un « vol sublime vers une marche rapide à la perfectibilité perfectibilisante »^{xvi} ; ni même une toute première anticipation rugueuse de la « révolution prolétarienne ». C'est un événement majeur, solidement enraciné dans son présent car assumant et tirant expérience de son passé pour, à la lumière des évolutions en cours de son environnement politique et économique, être à même d'inventer un avenir ; « une « charnière de l'histoire sociale de notre pays et même de l'histoire universelle »^{xvii}, écrit finalement Rude.

[1982]. *Les révoltes des canuts 1831-1834*

Dans l'immédiat après-guerre Rude est nommé sous-préfet de Vienne puis, après 1958, de Briey ; en 1964 André Malraux le nommera encore chargé de mission pour les affaires culturelles en Rhône-Alpes. Il inaugure également un enseignement sur le mouvement ouvrier à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Il consacre encore aux canuts lyonnais de nombreuses recherches^{xviii} alors que sa sensibilité politique l'amène à redécouvrir des épisodes inédits ainsi que certaines des principales sources du socialisme libertaire. Si l'utopie communiste d'Etienne Cabet - l'auteur du *Voyage en Icarie* -, son « socialisme de caserne » expérimenté à Nauvoo et ses mots d'ordre « *simplifier et concentrer* » sont sévèrement interrogés, Rude manifeste au contraire un très fort attachement à Michel Bakounine et à la tradition qu'il institue^{xix}. En 1977, Rude publie *Le mouvement ouvrier à Lyon* et peu de temps après un important article, « Lyon en 1830-1834. Aux origines du syndicalisme et du socialisme » dans *Romantisme*, ces travaux annonçant la parution en 1982 chez François Maspero de l'ouvrage *Les révoltes des canuts 1831-1834*.

Très schématiquement, par rapport à la réflexion présentée auparavant dans *L'Insurrection lyonnaise de 1831*, on peut observer alors un sensible rééquilibrage dans l'interprétation de Rude, en faveur de l'influence propre du Mutuellisme dans l'histoire des

avancées du mouvement social. Ce rééquilibrage s'explique en partie par l'émergence d'une historiographie nouvelle. En 1974, Robert J. Bezucha dans *The Lyon Uprising of 1834* avait relativisé la présence et l'influence républicaines lors de ces années insurrectionnelles et les premiers travaux d'Yves Lequin détaillant le processus de formation de la classe ouvrière lyonnaise pouvaient également aller dans le même sens^{xx}. Mais il faut aussi lier cette évolution à l'émergence chez Rude d'une réflexion sur les articulations entre progrès économique et progrès politique. A plusieurs reprises il utilise le terme non d'équilibre, mais d'*équilibration*^{xxi}, délicate mais indispensable à entreprendre collectivement, entre le politique et l'économique.

1831 constitue selon Rude la vraie révolte des canuts, l'événement central de cette histoire. Le rôle des politiques purs, les républicains, ces « puissances » évoquées en 1944, est plus nettement nuancé, balancé par le mouvement propre des chefs d'atelier qui paraît désormais constituer la véritable force, la véritable nouveauté. L'acteur têtu dominant toute la scène, c'est désormais le Mutuelliste. C'est lui qui, instruit par les régulations antérieures de la Fabrique et attentif aux opportunités émancipatrices entre-ouvertes par Juillet 1830 formule les revendications lors de l'automne 1831 ; c'est lui qui observe l'échec de Novembre, repère ses propres lacunes politiques, travaille dès lors à découvrir des alliés idéologiques (saint-simoniens, républicains, fouriéristes) chez qui il saura trier le bon grain de l'ivraie ; c'est lui encore qui, attentif aux discours saura aussi ne jamais perdre de vue la réalité quotidienne de la Fabrique lyonnaise, et sera alors en mesure de bricoler ses propres marges d'autonomie, lançant un journal, *L'Echo de la fabrique*, oeuvrant à l'amélioration du fonctionnement des Prud'hommes, risquant une première grève générale en février 1834, expérimentant aussi les premières formules coopératives. Là encore, tout est précisé dans les lignes terminales de l'ouvrage de 1982 qui balance constamment l'influence républicaine et l'influence mutuelliste, sans dissimuler d'ailleurs l'interpénétration des deux réseaux : « Transformation de l'association corporative en un syndicalisme d'esprit moderne. Formulation de plus en plus nette des revendications des travailleurs, depuis celles qui concernent la fixation des salaires jusqu'à la représentation professionnelle ouvrière. Formation de la terminologie, ébauche de la théorie et de la stratégie du mouvement ouvrier français. Tentatives d'associations coopératives.

Elaboration d'une doctrine républicaine. Projet d'une société plus égalitaire. La propriété mise en question. Première approche des problèmes que pose la prise de pouvoir.

Coordination de l'action politique et de l'action syndicale, qui aboutit à l'invention de la grève générale politique et insurrectionnelle dont la révolte lyonnaise d'avril 1834 constitue un premier essai d'application.

En un mot, genèse du socialisme, synthèse des doctrines saint-simoniennes, fouriéristes et néo-babouvistes, d'une mystique sociale et républicaine et de la pratique ouvrière ».

Quelques avancées récentes de l'historiographie

Déjà largement présentes dans *Les révoltes des canuts*, trois thématiques ont été renouvelées par les recherches récentes. Le système de la Grande Fabrique a été analysé plus en détail pour découvrir à la fois sa très grande rationalité sur le plan économique ainsi que ses propriétés politiques originales ; la population des canuts de Lyon, ses solidarités et sociabilités singulières, ont été plus finement appréhendées ; ses moyens d'expression, et notamment le souci d'agir en exprimant sa propre voix par l'intermédiaire d'un journal, ont été réévalués.

Le système de la Fabrique

En 1974, Stephen Marglin publiait *What Do Bosses Do*. Dans son article l'économiste Radical Américain sapait l'hypothèse d'un déterminisme technologique origine et moteur du capitalisme. Il soulignait que concentration, production de masse, division parcellaire du travail et standardisation révélaient des options politiques ayant permis aux nouvelles élites tout au long du 19^e siècle de s'assurer, du *putting out system* au *factory system*, un contrôle étroit sur le travail et la production^{xxiii}. Le schisme ouvert par Marglin dans le domaine de l'histoire économique constituait aussi une invitation à visiter les nombreuses alternatives historiques ayant résisté, tout au

long du 19^e siècle, à la production de masse. Le programme des visites était présenté en 1985 par Charles Sabel et Jonathan Zeitlin qui consacraient déjà de nombreuses pages à l'exemple lyonnais de la Fabrique^{xxiii}. L'apport incontestable demeure toutefois celui d'Alain Cottereau^{xxiv}.

S'inspirant en particulier d'une typologie des manufactures proposée par Frédéric Le Play, Cottereau souligne que la notion de *sweating system* trahit les principales caractéristiques du modèle de la manufacture dispersée, sa cohérence, sa complexité et son degré d'adaptation aux contraintes économiques de ce temps. La manufacture dispersée constitue un véritable système productif, localisé sur un espace géographique, un réseau d'activités articulées et régulées. Le cas de la Grande Fabrique, poursuit Cottereau, est archétypal dans la mesure où il combine trois dynamismes - au niveau de l'organisation souple de la production, de la formation des prix, et de la variété et de la qualité des produits - étroitement et rationnellement connectés. La Fabrique était donc une économie *organisée*, une économie de variété, de réseau et d'incessantes et multiples négociations adaptée à la principale contrainte de son environnement économique, la production continue pour un marché international, et ce à tous les niveaux (commercialisation, conception, fabrication), d'un flux d'innovations. En ce sens, et à rebours d'une interprétation dominante l'interprétant comme un modèle marginal appelé à s'éteindre dans la cours de l'évolution industrielle, l'organisation de la Fabrique peut apparaître comme une *norme*, puisque étant en mesure d'intégrer des variations. Un autre aspect essentiel de cette problématique a alors été de souligner qu'en amont de l'innovation technologique avaient été réfléchis, le plus souvent de façon conflictuelle, à Lyon, un ensemble d'innovations institutionnelles. Le système de la Fabrique, sa capacité à varier, dépendait de l'élaboration et du maintien d'un ensemble de régulations intentionnelles, de politiques, impliquant et tenant compte des intérêts de tous les acteurs, notamment, les négociants et les chefs d'atelier ; c'est donc dans le contexte d'une « démocratie d'ateliers » ayant franchi un pas décisif après 1789 que devaient s'interpréter la naissance des prud'hommes à Lyon en 1806, l'essor rapide du Mutuellisme dès 1827-1828 ou un peu plus tard encore, avec le Commerce Véridique et Social de Michel-Marie Derrion, l'expérimentation sur les pentes de la Croix-Rousse de l'une des

toutes premières coopératives de consommation. La solution originale équilibrant progrès économique et progrès politique que composait ce modèle de la Grande Fabrique était toutefois instable, vulnérable et elle sera violemment décriée dès les années 1820 par les élites économiques et politiques annonçant la France des notables ; la révolution industrielle dans le coton et la généralisant des manufactures concentrées seront données comme normes d'une évolution industrielle naturelle. Les événements de la période 1831-1834 doivent dès lors aussi s'interpréter, côté canuts, comme une défense d'un modèle économiquement rentable car évolutif, et indissociablement porteur de propriétés politiques prometteuses.

Ouvriers et/ou artisans

Une seconde évolution a conduit à interroger, de façon plus ou moins radicale, la notion classique de « classe ouvrière » et d'en proposer une appréhension beaucoup plus complexe. L'historiographie moderne sur les premiers travailleurs de l'ère industrielle a ici emboîté les pas d'Edward Thompson. Etudiant les débuts de la classe ouvrière anglaise autour de 1830, portant en priorité attention à sa culture, produit de valeurs partagées dans les routines mais tout autant dans les luttes et conflits, Thompson invitait à y lire une véritable création : « La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation »^{xxv}. Les travaux historiques ultérieurs ont approfondi cette intuition sensible à l'autonomie ouvrière dans deux directions. On a souligné la dimension *politique* de cette création. Plusieurs chantiers ont été fouillés : on a mieux mesuré l'impact des événements, les Révolutions surtout, 1789, 1830 et 1848, leurs acquis en matière de citoyenneté civile, politique, économique, mais tout autant leurs valeurs, leurs discours, leurs symboles ; on a fait justice du caractère prétendument utopique des attentes et projets portés par ces travailleurs ; on a montré comment l'exigence d'autonomie les a conduit à s'emparer des nouvelles libertés pour les exploiter ; on a insisté sur la volonté qu'ils avaient de se réapproprier leur culture – les mots, les images, les chansons – de la formuler, de la valoriser et de l'exploiter à leur profit. Mais, l'historiographie récente est

également revenue sur la condition *économique* exacte de ces premiers ouvriers pour découvrir qu'elle différait assez nettement de celle emblématique de l'ouvrier moderne dont la condition fut inaugurée un peu plus tard par la généralisation des premières manufactures concentrées. Vers 1830, c'est encore le métier qui prime et ces travailleurs, artisans plus qu'ouvriers, vont agir pour le protéger quitte à l'adapter continûment, et par là, conserver leur maîtrise des savoirs et savoirs-faire, leurs codes moraux et leurs solidarités singulières^{xxvi}. Dans cette perspective générale, plusieurs série de travaux ont renouvelé l'analyse des solidarités ouvrières à Lyon avant et après la période des insurrections et permis de mieux comprendre le rôle qu'y avaient joué des formes complexes de sociabilité. La formation des nouveaux quartiers des soyeux lyonnais après 1789, la Croix-Rousse notamment, les détails architecturaux et les particularités de l'occupation humaine, furent mieux mis en relation avec la formation de valeurs et intérêts constamment discutés par les canuts^{xxvii}. De même, l'étude détaillée de leurs associations et groupement, au premier rang desquels le mutuellisme^{xxviii}, permis de mieux comprendre le sens précis et la portée de leurs revendications, dans le long terme du 19^e siècle, mais aussi dans la durée même d'évènements cruciaux, *critiques*, comme les journées insurrectionnelles de novembre 1831 et d'avril 1834^{xxix}.

Le rôle de la presse

Les recherches récentes sur le langage ont mieux permis de percevoir les interactions entre le texte et le contexte et à concevoir le texte comme une forme d'*action*. Au tournant des années 1980, appliquant cette idée à l'histoire de la France des années 1830, William H. Sewell pourra mettre en valeur l'importance cruciale d'une « percée conceptuelle » rapide durant laquelle, à l'automne 1830, le langage révolutionnaire de 1789 aura été déformé pour identifier les ouvriers au peuple souverain, en 1831-1832, l'idiome de l'association aura été bricolé en métissant langage révolutionnaire et buts corporatifs, en 1833 enfin, la classe ouvrière aura été identifiée à une convergence de toutes les associations^{xxx}. Le même constat avait été fait peu avant par Alain Faure et Jacques Rancière à partir de l'étude plus précise des journaux ouvriers dont la toute première

floraison, éphémère, s'observa à Paris quelques semaines à peine après les Trois Glorieuses : « ce qui est nouveau au lendemain de 1830, c'est cet effort singulier d'une classe pour se nommer, pour exposer sa situation et répondre aux discours tenus sur elle »^{xxxii}. Récemment encore, l'étude de l'apparition d'un media nouveau comme la presse a été étudié de plus près^{xxxiii}. Concernant la situation lyonnaise, l'étude véritablement pionnière a été celle de Jeremy Popkin qui a détaillé la formation d'un véritable champs journalistique à Lyon au lendemain de 1830 et bien marqué l'importance au sein de celui-ci de l'affirmation d'une voix ouvrière avec la publication de *L'Echo de la fabrique*^{xxxiii} ; cette première initiative a été relayée par le travail d'édition et de recherches en cours depuis 2004 sur la presse ouvrière lyonnaise^{xxxiv}. Car c'est à Lyon, dans le milieu des canuts que l'expérience d'une première presse ouvrière pérenne est véritablement tentée. Là, durant une cinquantaine de mois, les chefs d'ateliers et ouvriers en soie, vont s'entendre, s'informer, débattre, prendre voix dans leur journal, semaines après semaines, pour tenter d'adapter le régime complexe de la fabrique lyonnaise à l'évolution industrielle en cours, de manière à préserver leur autonomie et leur liberté : pour cela, Antoine Vidal, Joachim Falconnet, Marius Chastaing, Joseph Bouvery, Michel-Marie Derrion, César Bernard, d'autres encore, vont débattre dans les pages de *L'Echo* de « l'association industrielle » et de « l'enseignement mutuel », tenir la chronique des séances du conseil des prud'hommes, s'informer des nouvelles panacées saint-simoniennes, républicaines ou fouriéristes, développer leurs réflexions sur « l'économie sociale », présenter leurs poèmes, chansons et charades, multiplier les conseils pratiques, dans le domaine de « l'hygiène » aussi bien que dans celui de la « jurisprudence usuelle », proposer des « lectures prolétaires », croiser le fer avec les journaux rivaux, notamment le *Courrier de Lyon*, organe de la préfecture.

L'histoire des canuts et de leurs insurrections racontée par Rude a pu, à un moment, semblé constituer une curiosité assez pittoresque, un anachronisme presque, tant elle semblait renouer avec une forme de discours attachée à ce que, dès 1903, François Simiand avait dénoncé comme constituant les trois « idoles » de la « tribu des historiens » ; idoles chronologiques, politiques, individuels^{xxxv}. En ce sens on pouvait dire alors que son ouvrage, en dépit de certaines qualités, datait vraiment, manifestant des lacunes dans l'analyse des structures sociales et de la conjoncture économique ou encore dans celle de la sociologie des mouvements populaires^{xxxvi}.

Toutefois, dès 1944, Edouard Dolléans soulignait déjà, à la fois, tout ce que l'analyse de Rude avait apporté de nouveau, - concernant la psychologie du mouvement lyonnais et de ses acteurs, l'origine et l'évolution du mutuellisme, les correspondances internationales du mouvement ou encore le rôle des Volontaire du Rhône et la complexité politique et sociale des événements ayant conduit à Novembre 1931 -, mais aussi, relevait là une « histoire si vivante » et si équilibrée et où se manifestait constamment une « impression de présence »^{xxxvii}. Le même constat sera fait un peu plus tard dans un très beau texte par Simone Debout^{xxxviii}. Selon cette interprète, Rude redonnait souplesse et vigueur à certaines des intuitions centrales du marxisme (matérialisme historique ou lutte des classes) en adoptant, mais sur la base d'un cheminement singulier et personnel, quelques unes des options de la « philosophie moderne », notamment l'existentialisme. Les individus, les anonymes surtout, voyaient leurs traces repérés et reconnus, l'influence des forces matérielles, majeure, était pourtant nuancée par la prise en compte d'autres facteurs, le hasard, les écarts et les bifurcations avaient leurs places dans le cours de l'évolution, le politique était bien présent dans des choix élaborés collectivement ; surtout, enfin, l'ensemble de ces orientations étaient réfléchis et assumés par l'écriture même de l'histoire que Rude avait privilégié : « L'historien s'engage, comme le partisan, *notait Simone Debout* ; il juge d'autant mieux le passé qu'il a davantage vécu le présent ; il est alors l'expression autant que le juge du devenir [...]. Partisan, F. Rude l'est. Et qui plus est, Lyonnais [...]. De là surgissent les hommes pour qui F. Rude a recréé, comme le romancier, le quotidien. De multiples textes attestent la longue familiarité des documents et l'art d'un grand historien qui, comme le romancier, recrée la vie et les hommes avec leur épaisseur, irréductibles à la

réflexion et à la science, des hommes dont la vie est d'autant plus importante qu'ils nous sont livrés avec leurs vrais noms et que nous savons que l'auteur n'a en rien disposé d'eux »^{xxxix}.

Un ensemble de choix et de décisions qui, au final, ne paraissent pas si éloignés de quelques-unes des interrogations présentes sur l'histoire, ses méthodes, son écriture et ses responsabilités ; Paul Ricoeur, par exemple, évoquant récemment l'attachement de nombres de recherches en cours à « une critique de la raison pragmatique [qui] a d'abord rendu plus attentif au caractère toujours plus problématique de l'instauration du lien social ; c'est pourquoi désormais on parlera plus volontiers de structuration que de structure, s'agissant des normes, des coutumes, des règles de droit, en tant qu'institutions capables de faire tenir ensemble les sociétés »^{xl}.

ⁱ Cité par Fernand Rude dans, *Voyage en Icarie. Deux ouvriers viennois aux Etats-Unis en 1855*, Paris, Puf, 1952 ; présentation par Rude, pp. 2-83, p. 61 ; cité également dans « Bakounine ou la contestation permanente », présentation de Rude au recueil de M. Bakounine, *De la guerre à la Commune*, Paris, Anthropos, 1972, pp. 7-65, p. 58.

ⁱⁱ Justin Godart, *L'Ouvrier en soie. Monographie du tisseur lyonnais*, Lyon, Bernoux et Cumin et Paris, Rousseau, 1899.

ⁱⁱⁱ Jean Bruhat, « Lyon, novembre 1831 », *Cahiers du bolchévisme*, n°14, novembre 1931, p. 1069. Egalement, Jacques Perdu, « Il y a cent ans. La première prise de pouvoir par le prolétariat », *La Révolution Prolétarienne*, n°121, novembre 1931.

^{iv} Sur tous ces points, Claude Latta, « Fernand Rude (1910-1990) », *Revue d'Histoire du 19^e siècle*, 1990 ; Maurice Moissonnier, « Fernand Rude », in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 4^e partie (1914-1939), tome 41, pp. 21-22.

^v Pierre Froment, *L'Insurrection ouvrière à Lyon de 1831*, Paris, Bureau d'Édition, 1931, p. 84.

^{vi} *Ibid.* P. 16.

^{vii} *Ibid.* P. 51.

^{viii} *Ibid.* P. 91.

^{ix} *Ibid.* P. 86.

^x Fernand Rude, *L'Insurrection lyonnaise de Novembre 1831. Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832*, Paris, Domat-Montchrestien, 1944. Réédition Anthropos 1969.

^{xi} *Ibid.*, p. 727 de l'édition de 1969 ; « C'est précisément cette thèse de l'importance considérable du rôle de l'association politique secrète des Volontaires du Rhône dans

les évènements de Novembre, et plus généralement de l'importance considérable du mouvement politique qui se joignit au grand mouvement social de 1831, c'est cette thèse que nous avons essayé de soutenir », p. 729.

^{xii} *Ibid.*, p. 730.

^{xiii} Il s'agit d'une citation tirée des *Souvenirs* (1905) de Pierre-François Dubois. Ces « puissances » sont justement ces individus, ces résistants, que Rude place au cœur de son interprétation de 1944.

^{xiv} *Ibid.*, p. 733.

^{xv} *Ibid.*, p. 734.

^{xvi} Charles Fourier, *Œuvres complètes*, vol. 9, cité dans Jonathan Beecher, *Fourier : le visionnaire et son monde*, Paris, Fayard, 1993, p. 238.

^{xvii} *Ibid.*, p. 739.

^{xviii} Repris de la thèse de 1944 il publie, *C'est nous les canuts* (1954). En 1969 la thèse de 1944 est rééditée aux éditions Anthropos. Mentionnons aussi en 1958 un article important, « Le mouvement ouvrier à Lyon », paru dans la *Revue de psychologie des peuples*.

^{xix} Fernand Rude, présentation de Vera Figner, *Mémoires d'une révolutionnaire*, Paris, Denoël Gonthier, 1973, pp. 9-21.

^{xx} Robert J. Bezucha, *The Lyon Uprising of 1834. Social and Political Conflict in the Early July Monarchy*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1974. Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977.

^{xxi} Rude mentionne ici Jaurès. Mais la notion est peut-être aussi inspirée par l'économiste lyonnais François Perroux qui dans *L'Économie du 20^e siècle* (1961) distinguait soigneusement équilibre et équilibration. Rude évoque une nécessaire « équilibration de l'ordre économique et de l'ordre politique, de la démocratie politique et de la démocratie économique », in « Bakounine ou la contestation permanente », art. cit., pp. 57-58.

^{xxii} Stephen Marglin, "What Do Bosses Do?", *Review of Radical Political Economy*, 1974. Voir ici la traduction et le commentaire de cet article dans Bruno Tinel, "Mais à quoi servent les patrons?". Marglin et la tradition radicale américaine, Lyon, ENS Editions, 2004.

^{xxiii} Charles Sabel et Jonathan Zeitlin, « Historical Alternatives to Mass Production : Politics, Markets and Technology in Nineteenth-Century Industrialization », *Past and Present*, août 1985, pp. 133-176.

^{xxiv} Voir notamment ses travaux suivants : « The Fate of Collective Manufactures in the Industrial World : The Silk Industries of Lyons and London 1800-1850 », in C. F. Sabel and J. Zeitlin, *World of Possibilities: Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, Cambridge University Press, 1997; "La désincorporation des métiers et leur transformation en publics intermédiaires : Lyon et Elbeuf 1790-1814 », in S. Kaplan et P. Minard (dir.), *La France malade du corporatisme ?*, Paris, Belin, 2004

^{xxv} Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard, 1988, p. 13.

^{xxvi} Deux travaux de synthèse en français: Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française (19^e - 20^e siècles)*, Paris: Seuil, 1986; Alain Dewerpe, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Paris: Armand Colin, 1989. En anglais, voir les contributions sur le sujet dans : Ira Katznelson et Aristide Zolbert (eds.), *Working-Class Formation. Nineteenth-Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton University Press, 1986; Steven Kaplan et Cynthia Koepp (eds.), *Work in France: Representations, Meaning, Organization and Practice*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1986.

^{xxvii} Mary Lynn McDougall, « Consciousness and Community : The Workers of Lyon, 1830-1850 », *Journal of Social History*, vol. 12 (1), automne 1978, pp. 129-145; George J. Sheridan, « Esprit de quartier et formes de solidarité dans les mouvements sociaux et politiques des ouvriers en soie de Lyon, 1830-1850 », *Revue régionale d'ethnologie*, 1991, pp. 17-38.

^{xxviii} George J. Sheridan, « Aux origines de la mutualité en France », *Revue de l'économie sociale*, juillet-septembre 1984; Lori R. Weintraub, « Du mutuellisme lyonnais à la mutualité républicaine : espaces et valeurs de la solidarité 1804-1914 », in *L'Esprit d'un siècle, Lyon 1800-1914*, Lyon, Fage Editions, 2007, pp. 202-213.

^{xxix} Michèle Riot-Sarcey, s'appuyant sur l'exemple de novembre 1831, souligne que les grandes doctrines vers 1830 demeurent le plus souvent des combats idéels, abstraits, et donc la créativité se limite à l'ordre du discours. Ainsi, ces doctrines ne déstabilisent jamais vraiment les pouvoirs et les dominants. C'est le rôle de l'événement de créer justement cette rupture du cours linéaire et lisse de l'histoire. Un groupe surgit, s'installe et perturbe l'interprétation d'un cours de l'histoire organisé jusqu'alors par le jeu de rapports sociaux entre « hommes libres » (intellectuels) abstraitement conçus. Dans ce cas, « des réformes possibles sont concrètement envisagées », et là est selon l'historienne le « réel de l'utopie ». Riot-Sarcey note très justement, faisant référence aux exigences des canuts de Lyon, « il n'est plus question d'un devenir meilleur, dans une philosophie du progrès bien comprise, mais d'un bouleversement attendu des rapports de domination par une réorganisation du travail, une répartition autre de la propriété, une distribution repensée des richesses ». Il y a réellement révolution car une structuration autre de la société est pensée et souvent expérimentée, même localement, pour rétablir les droits de chacun et prendre en considération tous les intérêts, *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au 19^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1998 (ici pp. 259-270).

^{xxx} William H. Sewell, « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la Monarchie de Juillet », *Annales Histoire Sciences Sociales*, 1981.

^{xxxi} Jacques Rancière et Alain Faure (ed.), *La parole ouvrière*, Paris, UGE, p. 10.

^{xxxii} Christophe Charles, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004.

^{xxxiii} Jeremy D. Popkin, *Press, Revolution and Social Identity in France (1830-1835)*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 2002.

^{xxxiv} Voir le site <http://echo-fabrique.ens-lsh.fr>

^{xxxv} François Simiand, « Méthode historique et sciences sociales », *Revue de synthèse historique*, 1903, pp. 1-22 et pp. 122-157.

^{xxxvi} Yves Lequin, « Compte-rendu de Fernand Rude, L'Insurrection lyonnaise de novembre 1831 », *Le Mouvement social*, avril-juin 1971, pp. 133-134.

^{xxxvii} Edouard Dolléans, préface à Fernand Rude, *L'Insurrection lyonnaise de novembre 1831*, Paris, Domat-Montchrestien, pp. 9-19 ; du même, « Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1833 », *L'Actualité littéraire*, novembre 1945, pp. 79-85.

^{xxxviii} Simone Debout, « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », *L'Homme et la société*, vol. 19-12, 1970, pp. 175-183.

^{xxxix} *Ibid.*, p. 180.

^{xl} Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 279. Ricoeur commente ici les textes parus dans Bernard Lepetit (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995 et dans Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La microanalyse à l'expérience*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 1996.